

serait à propos, en Canada, de s'enquérir si un pareil état de choses existe.

Le Comité, en Angleterre, a recommandé que le département du trésor public exerce un plus grand contrôle sur les divers ministères que celui exercé dans le passé. Ce comité a même recommandé que le département du trésor place un fonctionnaire dans chaque ministère pour voir à ce que les deniers publics soient convenablement dépensés, et à ce que l'on réduise le gaspillage autant que possible. J'ignore si, en Canada, un contrôle analogue est requis. Mais nous devrions étudier avec soin cette question des dépenses inutiles, et voir à ce qu'aucun gaspillage n'ait lieu dans les départements publics. Notre ministère des Finances devrait voir à ce que toutes les dépenses du Gouvernement soient faites le plus économiquement possible. Comme je l'ai déjà dit, la seule manière qui nous mettra en état de faire face à nos énormes dépenses, c'est de faire tout ce qui est possible pour augmenter la production et ne rien gaspiller.

L'honorable J. G. TURRIF: Messieurs les sénateurs, à cette dernière séance de la présente session parlementaire du Sénat, mon intention n'est pas de la prolonger par un long discours; mais le répéterai ce que j'ai déjà dit. La somme de deniers qui nous est maintenant demandée, dans les présentes conditions, est tout à fait disproportionnée à ce qui est absolument nécessaire, et je la considère même comme absurde. On nous demande des crédits se montant à \$700,000,000, bien que notre réserve ne soit que de \$280,000,000. Je trouve particulièrement à redire au crédit de \$10,000,000 pour de nouvelles constructions navales. Nous n'avons pas d'argent en caisse, et il nous faudra faire un emprunt pour cet objet. Des navires sont maintenant construits aussi rapidement que possible, et avant très longtemps, il y en aura autant de construits que nous en aurons besoin.

Dans les ports où des navires sont construits, il n'y a pas de chômage pour les ouvriers.

Pour le service civil, nous avons voté, il n'y a pas encore longtemps, une somme de \$2,500,000, et, aujourd'hui, nous votons \$10,000,000 pour le même service. Je ne dirai pas que les membres du service civil, ou un certain nombre d'entre eux, ne méritent pas d'obtenir un boni, mais je prétends qu'il y a trop d'employés dans les départements publics. Plusieurs de ces départements, sinon tous, en ont trop. Dans un certain nombre de divisions, le tiers des

L'hon. M. BOSTOCK

employés excède le nombre requis, et le Gouvernement ne prend pas les mesures requises pour réduire le nombre de ces employés au chiffre proportionné au besoin.

Une maison de commerce, ayant à faire exécuter la même somme de travail que dans un département public, n'emploierait qu'une moitié du personnel employé dans ce département. Et, cependant, l'on nous fait voter, durant la présente session, en bonis une somme de \$12,000,000.

Où allons-nous donc de ce pas? Où pourrions-nous trouver l'argent que nous voulons dépenser? Le moyen qui s'offre à nous est l'augmentation de la production. Je regrette de dire que les rapports de l'Ouest sont aussi mauvais qu'il est possible qu'ils le soient. Les perspectives sont plus sombres qu'elles ne l'ont jamais été dans l'Ouest —où je réside depuis une quarantaine d'années. D'après les apparences, les récoltes de la Saskatchewan et de l'Alberta ont pratiquement manqué. Leur rendement sera réduit de 75 p. 100. Cependant, en présence de ce fait, nous continuons d'augmenter nos dépenses à un chiffre qui excède le double de notre revenu. Selon moi, nous nous trouvons dans une position dangereuse et le Gouvernement ne semble pas s'en apercevoir, ni prendre aucune mesure pour y faire face. Il est inutile de nous dire que les énormes crédits qui nous sont maintenant demandés ont pour objet de procurer de l'ouvrage aux ouvriers. Il n'y a, à bien dire, personne sans emploi, aujourd'hui, en Canada. Il y a certainement de l'ouvrage pour tous ceux qui veulent travailler. Ceux qui ne travaillent pas habitent les cités où ils préfèrent l'oisiveté au travail, et je ne crois pas qu'il faille, pour favoriser les ouvriers plus qu'ils ne le sont, aujourd'hui, placer le pays dans une situation financière désespérante. C'est pourquoi je proteste contre les dépenses extravagantes du Gouvernement. Il aurait pu les réduire considérablement. Mais le Gouvernement ne veut pas s'arrêter et il sera responsable de la politique ruineuse qu'il nous impose; et, à mon avis, une grande partie des dépenses prévues est inutile.

L'honorable M. BLAIN: Messieurs les sénateurs, aucun membre de cette Chambre, j'en suis sûr, ne contestera l'exactitude de plusieurs des allégations de mon honorable ami, le chef de l'opposition (l'hon. M. Bostock), relativement à la nécessité qu'il y a d'administrer honnêtement et économiquement les affaires publiques. Mais si je passe aux remarques faites ce matin par mon honorable ami, (l'hon. M. Turriff) je dois dire qu'elles m'ont suggéré l'idée de